



Envoyé en préfecture le 26/06/2024  
Reçu en préfecture le 26/06/2024  
Publié le  
ID : 056-215601626-20240619-DB20240628-DE

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNE DE PLOEMEUR

Convocation du  
Mercredi 12 juin 2024

Séance Publique du  
Mercredi 19 juin 2024

**COMMUNS DE VILLAGE**

**Etaient présents :**

Ronan LOAS, Armelle GEGOUSSE, Jean-Guillaume GOURLAIN, Patricia QUERO-RUEN, Christian PERRIEN, Pascaline ALNO, Claude ORVOINE, Claudie LE BIHAN, Cédric ORVOËN, Hélène BOLEIS, Georges CORNEC, Patrick GOUELLO, Liliane MARTEVILLE, Brigitte LE LIBOUX, Christian LAURENT, Martine LIEDOT, Pascal GUERIF, Jean-Luc SCIEUX, Isabelle GUSMINI, Anne-Valérie RODRIGUES, Ludovic JEGO, Marianne POULAIN, Mathieu GAUTHIER-LE PRIOL, Ludovic ILLIEN, Michel LE MESTRALLAN, Annie VERDES, Loïc TONNERRE.

**Absents excusés ayant donné pouvoir :**

Marie-Christine LE NORMAND à Patricia QUERO-RUEN, Antoine GOYER à Christian PERRIEN, Christine BARETTE à Claude ORVOINE, Laëtitia LAFFONT à Armelle GEGOUSSE, Emmanuelle TROCADERO à Michel LE MESTRALLAN, Marie-Hélène HUCHET à Annie VERDES.

Secrétaire de séance : Mathieu GAUTHIER-LE PRIOL.

Présents	: 27
Pouvoirs	: 06
Absent	: 00

n°28

## COMMUNS DE VILLAGE

Rapporteur : Cédric ORVOEN

Sur la commune de Ploemeur, certaines parcelles sont mentionnées comme des « communs de village ». Le compte propriétaire de ces parcelles est « commun au village de ... ». Elles ne sont possédées ni par la commune, ni par un propriétaire en propre ou en indivision. La charge de la gestion ou de l'entretien d'un *Commun de Village* relève logiquement de l'ensemble des habitants, comme le serait une indivision. De fait, cette charge est faible, compte tenu de la nature du bien (terrain vague non-bâti ni planté ni exploité en pâture...). Toutefois le droit moderne est venu créer des complications en ce qui concerne l'entretien de ces terrains (assainissement, débroussaillage, entretien, servitudes d'écoulement des eaux).

C'est pourquoi la commune souhaite régulariser juridiquement cette situation.

Les "Communs de Village" ne se trouvent qu'en '*province de Bretagne*', par l'effet d'une loi de 1792 qui a préservé certains biens féodaux avant les réformes du Code Civil.

*L'article 9 d'un décret, dit loi du 28 août 1792, relatif au rétablissement des communes et des citoyens dans les propriétés et droits dont ils ont été dépouillés par l'effet de la puissance féodale, a créé, au profit des communes, une présomption générale de propriété sur les terres « vaines et vagues ». Cette présomption est opposable à toute personne qui doit, pour la renverser, faire preuve de son droit de propriété (Cass. 1<sup>re</sup> civ., 20 janv. 1965, n° 62-13934 : Bull. civ., I, n° 56). Toutefois, pour tenir compte d'anciennes dispositions coutumières, l'article 10 de la loi précitée a dérogé, dans les cinq départements qui composaient la Bretagne, aux dispositions applicables dans le reste de la France, en prévoyant que « les terres actuellement vaines et vagues (...) appartiendront exclusivement, soit aux communes, soit aux habitants des villages, soit aux ci-devant vassaux qui sont actuellement en possession du droit de communer ».*

Les "*Communs de Village*" apparaissent comme des terres qui ne sont exploitées par personne : Elles ne sont donc ni cultivées (vaines) ni bâties (vagues) ni louées (non-arrentées). Triple obligation qui se trouve difficilement de nos jours, mais qui avait toute sa cohérence dans le monde rural de l'époque.

La propriété de ces *Communs de Village* revenait aux habitants des villages, soit à certains vassaux féodaux titulaires de droits d'exploitation. Juridiquement ils s'analysent en des biens indivis qui soit ont été appréhendés par la collectivité (Domaine public ou privé) soit n'ont pas été appréhendés par la collectivité et constituent une indivision de fait ou un droit d'exploitation lié à la résidence dans la commune.

La loi du 6 décembre 1850 a institué une procédure relative au partage des terres vaines et vagues. Cette loi a été prorogée à plusieurs reprises et a été abrogée en 1992.

Le conseil municipal de Ploemeur a, lors de sa séance du 2 octobre 2018, demandé conformément à l'article L 2411-12-1 du Code général des collectivités territoriales à Monsieur Le Préfet du Morbihan de prononcer le transfert des biens, droits et obligations identifiés au cadastre selon une liste de façon que la commune puisse en devenir propriétaire. Considérant que ces biens ou droits appartiennent collectivement aux habitants de ces parties de territoire.

La commune a travaillé avec les services de l'Etat à la procédure d'identification des propriétaires.

En application de la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la modernisation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification a modifié l'article 713 du code civil relatif aux différentes manières d'acquérir la propriété des biens.

Dès lors que les communs de village n'ont pu identifier un propriétaire après publicité peuvent être qualifiés de « sans maître » et relever de ce fait de l'application des articles L1123-1 à L1123-3 du Code général de la propriété des personnes publiques.

La ville a procédé à un affichage sur chaque secteur de la commune appelant les propriétaire un avis préalable au transfert de biens, droits et obligations sur l'ensemble des parcelles précitées invitant les propriétaires à se faire justifier d'un droit de propriété du 6 janvier au 28 mars 2023, à faire paraître des articles dans la presse locale les 19 janvier 2023 et 1<sup>er</sup> avril 2023 et a inséré une annonce légale le 24 janvier 2023.

Pendant toute cette phase de consultation, certaines personnes se sont manifestées.

	N° parcelle	N° MAJIC propriétaire	retour
Commun au village de Brezent	AK0213	PBCTZF	Aucun retour
Commun au village de Briantec	DE187 – DE195 - DE232	PBTZG	Aucun retour
Commun au village de Caudric	EO121 -ES39-ES40	PBCTZH	Aucun retour
Commun au village du Gaillec	AS104	PBCTZJ	Un riverain a justifié de la présence d'une ancienne chapelle mais n'a pas justifié de la propriété
Commun au village du Guermeur	ER135- ES17	PBCTZK	Aucun retour
Commun au village de Keradehuen	AY200	PBCTZL	Aucun retour
Commun au village de Kerbistoret	BP527- BP528- BX162 -BX237	PBCTZM	Aucun retour
Commun au village de Kerduellic	AL72 – CH124	PBCTZR	Aucun retour
Commun au village de Kergoat	AC116 -AC124	PBCTZT	Aucun retour
Commun au village de Keriell	DL50	PBCTZW	Aucun retour
Commun au village de Kerlavret	EI82	PBCTZX	Aucun retour
Commun au village de Kereven dit Kerléderne	BR599 – EY32- EY95 - EY136	PBCT4G	Aucun retour
Commun au village de Kerloës	DW18	PBCTZZ	Aucun retour
Commun au village de Kerloret	BR549	PBCTZ2	Aucun retour
Commun au village de Kerroch	EP45	PBCTZ3	Aucun retour
Commun au village de Kerscouët	DW75 – DW90 - DW83- DX158	PBCTZ4	Aucun retour
Commun au village de Kernastellec dit Kervagoinec	EZ9 – EZ56	PBCTZ5	Aucun retour

Commun au village de Kervam	DZ41 – DZ50 -DZ80 – DZ126	PBCTZ6	Aucun retour
Commun au village de Kervernois	BP252 – BP431	PBCTZ8	Aucun retour
Commun au village de Kervinio	AE17	PBCTZ9	Aucun retour
Commun au village de Lannenec	AD95	PBCT2C	Aucun retour
Commun au village de Laudé	BC40 -BC419	PBCT2D	Aucun retour
Commun au village de Quéhellec	AY154	PBCT2H	Aucun retour
Commun au village de Saint Adrien	AC152 – EW 4010 - EV23 - EV54 -EV36 – EV37- EV215 -EV218 – EV252 – EV253	PBCT2P	Aucun justificatif fourni
Commun au village de Saint Jude	CD283 – EV159	PBCT2N	Aucun justificatif fourni
Commun au village AC 14 et AC 75	AC14 – AC75	PBC4HC	Aucun retour
Commun au village de Kervehenec	AP308 - AP309	PBCTZ7	Justificatifs
Commun au village de Saint Bieuzy	DS2 -DS78 -DS105 - DS118 – DV37 -DY 54	PBCT2M	Justificatifs

**Vu** la Loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification ;

**Vu** l'article 713 du Code civil ;

**Vu** les articles L. 1123-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques ;

**Vu** le courrier de la Préfecture du morbihan en date du 22 décembre 2023 ;

**Vu** la consultation de la commission communale des impôts directs en date du 10 avril 2024 ;

**Vu** l'avis de la commission « Travaux, urbanisme, développement durable, commerce, emploi, insertion, handicap, tourisme » du 5 juin 2024 ;

**Vu** le rapport présenté en séance du Conseil municipal ;

**Considérant** les recherches de propriétaires effectuées,

**Considérant** l'affichage réalisé sur l'ensemble des communes et les certificats attestant l'affichage sur le terrain à compter du 6 janvier 2023,

**Considérant** la publication d'un avis dans le journal Ouest France le 24 janvier 2023 ;

**Considérant** que le bien cadastré section AK n°213 dénommé « Commun au village de Brezent » n'a pas de propriétaire connu, que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans et qu'aucun propriétaire ne s'est fait connaître dans un délai de 6 mois à compter du dernier affichage ou n'a justifié de droits réels sur les communes,

**Considérant** que le bien cadastré section DE n°187, section DE n°195, section DE n°232 dénommé « Commun au village de Briantec » n'a pas de propriétaire connu, que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans et qu'aucun propriétaire ne s'est fait connaître dans un délai de 6 mois à compter du dernier affichage ou n'a justifié de droits réels sur les communs,

**Considérant** que le bien cadastré section EO n°121, section ES n°39, section ES n°40 dénommé « Commun au village de Caudric » n'a pas de propriétaire connu, que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans et qu'aucun propriétaire ne s'est fait connaître dans un délai de 6 mois à compter du dernier affichage ou n'a justifié de droits réels sur les communs,

**Considérant** que le bien cadastré section AS n°104 dénommé « Commun au village du Gaillec » n'a pas de propriétaire connu, que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans et qu'aucun propriétaire ne s'est fait connaître dans un délai de 6 mois à compter du dernier affichage ou n'a justifié de droits réels sur les communs,

**Considérant** que le bien cadastré section ER n°135, section ES n°17 dénommé « Commun au village du Guermeur » n'a pas de propriétaire connu, que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans et qu'aucun propriétaire ne s'est fait connaître dans un délai de 6 mois à compter du dernier affichage ou n'a justifié de droits réels sur les communs,

**Considérant** que le bien cadastré section AY n°200 dénommé « Commun au village de Keradehuen » n'a pas de propriétaire connu, que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans et qu'aucun propriétaire ne s'est fait connaître dans un délai de 6 mois à compter du dernier affichage ou n'a justifié de droits réels sur les communs,

**Considérant** que le bien cadastré section BP n°527, section BP n°528, section BX n°162, section BX n°237 dénommé « Commun au village de Kerbistoret » n'a pas de propriétaire connu, que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans et qu'aucun propriétaire ne s'est fait connaître dans un délai de 6 mois à compter du dernier affichage ou n'a justifié de droits réels sur les communs,

**Considérant** que le bien cadastré section AL n°72, section CH n°124 dénommé « Commun au village de Kerduelllic » n'a pas de propriétaire connu, que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans et qu'aucun propriétaire ne s'est fait connaître dans un délai de 6 mois à compter du dernier affichage ou n'a justifié de droits réels sur les communs,

**Considérant** que le bien cadastré section DL n°50 dénommé « Commun au village de Keriell » n'a pas de propriétaire connu, que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans et qu'aucun propriétaire ne s'est fait connaître dans un délai de 6 mois à compter du dernier affichage ou n'a justifié de droits réels sur les communs,

**Considérant** que le bien cadastré section EI n°82 dénommé « Commun au village de Kerlavret » n'a pas de propriétaire connu, que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans et qu'aucun propriétaire ne s'est fait connaître dans un délai de 6 mois à compter du dernier affichage ou n'a justifié de droits réels sur les communs,

**Considérant** que le bien cadastré section BR n°599, section EY n°32, section EY n°95, section EY n°136 dénommé « Commun au village de Kerléderne » n'a pas de propriétaire connu, que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans et qu'aucun propriétaire ne s'est fait connaître dans un délai de 6 mois à compter du dernier affichage ou n'a justifié de droits réels sur les communs,

**Considérant** que le bien cadastré section DW n°18 dénommé « Commun au village de Kerloës » n'a pas de propriétaire connu, que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans et qu'aucun propriétaire ne s'est fait connaître dans un délai de 6 mois à compter du dernier affichage ou n'a justifié de droits réels sur les communs,

**Considérant** que le bien cadastré section BR n°549 dénommé « Commun au village de Kerloret » n'a pas de propriétaire connu, que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans et qu'aucun propriétaire ne s'est fait connaître dans un délai de 6 mois à compter du dernier affichage ou n'a justifié de droits réels sur les communs,

**Considérant** que le bien cadastré section EP n°45 dénommé « Commun au village de Kerroch » n'a pas de propriétaire connu, que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans et qu'aucun propriétaire ne s'est fait connaître dans un délai de 6 mois à compter du dernier affichage ou n'a justifié de droits réels sur les communs,

**Considérant** que le bien cadastré section DW n°75, section DW n°90, section DW n°83, section DX n°158 dénommé « Commun au village de Kerscouët » n'a pas de propriétaire connu, que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans et qu'aucun propriétaire ne s'est fait connaître dans un délai de 6 mois à compter du dernier affichage ou n'a justifié de droits réels sur les communs,

**Considérant** que le bien cadastré section EZ n°9, section EZ n°56 « Commun au village de Kervagoinec » n'a pas de propriétaire connu, que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans et qu'aucun propriétaire ne s'est fait connaître dans un délai de 6 mois à compter du dernier affichage ou n'a justifié de droits réels sur les communs,

**Considérant** que le bien cadastré section DZ n°41, section DZ n°50, section DZ n°80, section DZ n°126 dénommé « Commun au village de Kervam » n'a pas de propriétaire connu, que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans et qu'aucun propriétaire ne s'est fait connaître dans un délai de 6 mois à compter du dernier affichage ou n'a justifié de droits réels sur les communs,

**Considérant** que le bien cadastré section BP n° 252, section BP n°431 dénommé « Commun au village de Kervernois » n'a pas de propriétaire connu, que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans et qu'aucun propriétaire ne s'est fait connaître dans un délai de 6 mois à compter du dernier affichage ou n'a justifié de droits réels sur les communs,

**Considérant** que le bien cadastré section AE n°17 dénommé « Commun au village de Kervinio » n'a pas de propriétaire connu, que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans et qu'aucun propriétaire ne s'est fait connaître dans un délai de 6 mois à compter du dernier affichage ou n'a justifié de droits réels sur les communs,

**Considérant** que le bien cadastré section AD n°95 dénommé « Commun au village de Lannenec » n'a pas de propriétaire connu, que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans et qu'aucun propriétaire ne s'est fait connaître dans un délai de 6 mois à compter du dernier affichage ou n'a justifié de droits réels sur les communs,

**Considérant** que le bien cadastré section BC n°40, section BC n°419 dénommé « Commun au village de Laudé » n'a pas de propriétaire connu, que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans et qu'aucun propriétaire ne s'est fait connaître dans un délai de 6 mois à compter du dernier affichage ou n'a justifié de droits réels sur les communs,



**Considérant** que le bien cadastré section AY n°154 dénommé « Commun au village de Quehellec » n'a pas de propriétaire connu, que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans et qu'aucun propriétaire ne s'est fait connaître dans un délai de 6 mois à compter du dernier affichage ou n'a justifié de droits réels sur les communs,

**Considérant** que le bien cadastré section AC n°152, section EW n°410, section EV n°23, section EV n°54, section EV n° 36, section EV n°37, section EV n°215, section EV n° 218, section EV n°252, section EV n° 253 dénommé «Commun au village de Saint Adrien » n'a pas de propriétaire connu, que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans et qu'aucun propriétaire ne s'est fait connaître dans un délai de 6 mois à compter du dernier affichage ou n'a justifié de droits réels sur les communs,

**Considérant** que le bien cadastré section CD n°283, section CD n°159 dénommé « Commun au village de Saint Jude » n'a pas de propriétaire connu, que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans et qu'aucun propriétaire ne s'est fait connaître dans un délai de 6 mois à compter du dernier affichage ou n'a justifié de droits réels sur les communs,

**Considérant** que pour le bien cadastré section AP n°308, section AP n°309 dénommé « Commun au village de Kervéhenec, une indivision s'est fait connaître et a confirmé son souhait de restaurer ce site ;

**Considérant** que pour le bien cadastré section DS n°2, section DS n°78, section DS n°105, section DS n° 118, section DV n°37, DY n°54 dénommé « Commun au village de Saint Bieuzy », des ayants-droits se sont fait connaître ;

**Après en avoir délibéré, LE CONSEIL MUNICIPAL valide :**

**Article 1er :** L'incorporation dans le domaine communal de la parcelle cadastrée section AK n°213 « Commun au village de Brezent 3et sise à Brezent et présumée sans maître.

**Article 2 :** L'incorporation dans le domaine communal des parcelles cadastrées section DE n°187, section DE n°195, section DE n° 232 dénommé « Commun au village de Briantec » et sises à Briantec et présumées sans maître.

**Article 3 :** L'incorporation dans le domaine communal des parcelles cadastrées section EO n°121, section ES n°39, section ES n°40 dénommé « Commun au village de Caudric » et sises à Caudric et présumées sans maître.

**Article 4 :** L'incorporation dans le domaine communal de la parcelle cadastrée section AS n°104 « commun au village du Gaillec » et sise au Gaillec et présumée sans maître.

**Article 5 :** L'incorporation dans le domaine communal des parcelles cadastrées section ER n°135, ES n°17 « commun au village du Guermeur » et sises au Guermeur et présumées sans maître.

**Article 6 :** L'incorporation dans le domaine communal de la parcelle cadastrée section AY n°200 « commun au village de Keradehuen » et sise à Keradehuen et présumée sans maître.

**Article 7 :** L'incorporation dans le domaine communal des parcelles cadastrées section BP n° 527, section BP n°528, section BX n°162, section BX n°237 dénommé « Commun au village de Kerbistoret » et sises à Kerbistoret et présumées sans maître.

**Article 8 :** L'incorporation dans le domaine communal des parcelles cadastrées section AL n° 72, section CH n°124 « commun au village de Kerduellic » et sises à Kerduellic et présumées sans maître.

**Article 9** : L'incorporation dans le domaine communal des parcelles cadastrées section AC n°116, section AC n°124 « commun au village de Kergoat » et sises à Kergoat et présumées sans maître.

**Article 10** : L'incorporation dans le domaine communal de la parcelle cadastrée section DL n°100 « commun au village de Keriell » et sise à Keriell et présumée sans maître.

**Article 11** : L'incorporation dans le domaine communal de la parcelle cadastrée section EI n°82 « commun au village de Kerlavret » et sise à Kerlavret et présumée sans maître.

**Article 12** : L'incorporation dans le domaine communal des parcelles cadastrées section BR n° 599, section EY n°32, section EY n° 95, section EY n°136 « commun au village de Kerlederne » et sises à Kereven et présumées sans maître.

**Article 13** : L'incorporation dans le domaine communal de la parcelle cadastrée section DW n°18 « commun au village de Kerloës » et sise à Kerloës et présumée sans maître.

**Article 14** : L'incorporation dans le domaine communal de la parcelle cadastrée section BR n°549 « commun au village de Kerloret » et sise à Kerloret et présumée sans maître.

**Article 15** : L'incorporation dans le domaine communal de la parcelle cadastrée section EP n°45 « commun au village de Kerroch » et sise à Kerroch et présumée sans maître.

**Article 16** : L'incorporation dans le domaine communal des parcelles cadastrées section DW n°75, section DW n°90, section DW n° 83, section DX n°158 « commun au village de Kerscouët » et sises à Kerscouët et présumées sans maître.

**Article 17** : L'incorporation dans le domaine communal des parcelles cadastrées section EZ n° 9, section EZ n°56 « commun au village de Kervagoinec » et sises à Kernestellec et présumées sans maître.

**Article 18** : L'incorporation dans le domaine communal des parcelles cadastrées section DZ n° 41, section DZ n°50, section DZ n° 80, section DZ n°126 « commun au village de Kervam » et sises à Kervam et présumées sans maître.

**Article 19** : L'incorporation dans le domaine communal des parcelles cadastrées section BP n°252, section BP n°431 « commun au village de Kervernois » et sises à Kervernois et présumées sans maître.

**Article 20** : L'incorporation dans le domaine communal de la parcelle cadastrée section AE n°17 « commun au village de Kervinio » et sise à Kervinio et présumée sans maître.

**Article 21** : L'incorporation dans le domaine communal de la parcelle cadastrée section AD n°95 « commun au village de Lannenec » et sise à Lannenec et présumée sans maître.

**Article 22** : L'incorporation dans le domaine communal des parcelles cadastrées section BC n°40, section BC n°419 « commun au village de Laudé » et sises à Laudé et présumées sans maître.

**Article 23** : L'incorporation dans le domaine communal de la parcelle cadastrée section AY n°154 « Commun au village de Quéhellec » et sise à Quéhellec et présumée sans maître.



**Article 24 :** L'incorporation dans le domaine communal des parcelles cadastrées AC n°152, section EW n°410, section EV n°23, section EV n°54, section EV n°36, section EV n°37, section EV n°218, section EV n°252, section EV n° 253 dénommé « Commun au village de Saint Adrien » et sises à Fort Bloqué et présumées sans maître.

**Article 25 :** L'incorporation dans le domaine communal des parcelles cadastrées section CD n°283, section EV n°159 « commun au village de Saint Jude » et sises au Fort Bloqué et présumées sans maître.

**Article 26 :** L'incorporation dans le domaine communal des parcelles cadastrées section AC n°14, section AC n°75 « commun au village AC 14 et AC 75 » et sises au Fort Bloqué et présumées sans maître.

**Article 27 :** M. le Maire est chargé de prendre les arrêtés constatant l'incorporation dans le domaine communal des biens désignés de l'article 1 à l'article 25. Il est autorisé à signer tous les documents et actes nécessaires à cet effet et à acquitter les frais d'enregistrement des actes notariés.

**Article 28 :** La présente délibération sera publiée et affichée en mairie et sur le terrain en cause, et en tout lieu qui sera jugé utile.

Elle sera en outre notifiée au représentant de l'Etat dans le département.

**Article 29 :** La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.

**Délibération adoptée à l'UNANIMITE**

Le registre dûment signé.  
Pour extrait certifié conforme.



**Ronan LOAS,**  
Maire